



*La Plaine sur mer*

**Arrêté n° 2024-477-AF**

**Objet : Arrêté portant permission de voirie et réglementant la circulation au profit de l'entreprise HM-Maçonnerie pour des travaux situés 19 rue Jean Clavier.**

**Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,  
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,  
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,  
Vu le Code de la voirie routière,  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,

Considérant la requête en date du 15 septembre 2024, par laquelle l'entreprise HM-Maçonnerie située 27 rue de Lande Malbrais – 44730 Saint Michel Chef Chef, demande une autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public,

Considérant que le domaine public doit être préservé,

Considérant que la sécurité des usagers et des intervenants doit être assurée,

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 : Permission de voirie**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, durant une période de 3 jours à compter du 18 septembre 2024, pour effectuer des opérations de coulage béton.

#### **Article 2 : Prescriptions techniques**

D'une manière générale, les réfections définitives seront effectuées à l'identique de l'existant.

Les prescriptions particulières ci-après s'imposent au demandeur :

- 1) Plaque de répartition obligatoire sous les patins stabilisateurs sur trottoirs.
- 2) Stationnement des véhicules et engins à cheval sur trottoirs et chaussée.
- 3) Pas de patin stabilisateur en saillie du véhicule coté voie.
- 4) Pas de survol de la voie de circulation. Si lors du déploiement, il s'avère nécessaire de survoler la voie de circulation, la mise en station de la pompe à béton se fera sous circulation arrêtée avec opérateur au sol. La neutralisation de la circulation ne peut excéder 5 minutes.

#### **Article 3 : Réglementation de la circulation**

1. Travaux réalisés sous alternat manuel avec neutralisation de la voie coté chantier.
2. Stationnement interdit dans l'emprise de l'alternat.
3. Vitesse limitée à 30 km/h dans l'emprise de l'alternat.
4. Interdiction de dépasser dans l'emprise de l'alternat.
5. Déviation des piétons par le trottoir d'en face.

**Article 4 : Sécurité et signalisation du chantier**

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son chantier. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

**Article 5 : Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par la Collectivité comme en matière de contributions directes

**Article 6 : Exécution de l'arrêté**

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 : Recours**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa publication sous forme électronique.

**Article 8 : Ampliation**

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer

La Plaine-sur-Mer, le 17 septembre 2024

Le Maire,  
Séverine MARCHAND

